



**MINISTÈRES  
ÉDUCATION  
JEUNESSE  
SPORTS  
ENSEIGNEMENT  
SUPÉRIEUR  
RECHERCHE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Service de l'action administrative  
et des moyens**

**Secrétariat général**

**Direction générale  
des ressources  
humaines**

**Service de  
l'attractivité et de la  
politique des  
ressources humaines**

**Sous-direction  
de l'attractivité des  
métiers et du  
recrutement**

Département du  
pilotage des sessions  
de concours  
– DGRH D2-2

72, rue Regnault  
75243 Paris cedex 13

et

**Service  
de l'action  
administrative et  
des moyens**

**Sous-direction  
des achats**

Bureau  
de la stratégie et  
de l'ingénierie  
des achats  
SAAM-Achats 1

61-65 rue Dutot  
75732 Paris  
Cedex 15

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

### **(CCAP)**

#### **Procédure n° MEN-SG-AOO-25034**

**Objet :** Réalisation de prestations de composition-maquettage, d'édition, de conditionnement et de livraison des sujets de concours et d'examens pour le compte des services centraux du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche (MENESR) et du ministère des sports, de la jeunesse et de la vie associative (MSJVA).

## SOMMAIRE

<b>PREAMBULE .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 1/ OBJET DU MARCHE .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 2/ DOCUMENTS CONTRACTUELS.....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 3/ ALLOTISSEMENT, FORME ET PROCEDURE.....</b>	<b>6</b>
3.1/ Allotissement.....	6
3.2/ Forme et montant du marché .....	6
3.3/ Procédure.....	6
<b>ARTICLE 4/ DUREE DU MARCHE.....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 5/ MODALITES D'EMISSION DES BONS DE COMMANDE.....</b>	<b>7</b>
5.1/ Emission des bons de commande .....	7
5.2/ Exécution des bons de commande.....	8
<b>ARTICLE 6/ NATURE ET ETENDUE DES PRESTATIONS .....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 7/ LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 8/ CLAUSE SOCIALE - ACTION DE FORMATION SOUS STATUT SCOLAIRE AU BENEFICE DE JEUNES EN SITUATION DE DECROCHAGE SCOLAIRE .....</b>	<b>9</b>
8.1/ Encadrement de l'élève .....	9
8.2/ Les étapes de mise en œuvre du stage .....	10
8.3/ Contrôle et évaluation de l'action de formation .....	11
<b>ARTICLE 9/ CLAUSE ENVIRONNEMENTALE .....</b>	<b>11</b>
9.1 - Papiers et supports imprimables : .....	12
9.2 - Encres et toners : .....	12
9.3 - Etablissement d'un bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) : .....	12
<b>ARTICLE 10/ CLAUSE DE REEXAMEN .....</b>	<b>13</b>
10.1 – Réexamen du prix .....	13
10.2 – Réexamen des modalités d'exécution.....	13
<b>ARTICLE 12/ PROPRIETE INTELLECTUELLE .....</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 13/ OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 14/ VERIFICATION ET CONTROLE DES PRESTATIONS DU MARCHE .....</b>	<b>18</b>
<b>ARTICLE 15/ CONFIDENTIALITE .....</b>	<b>18</b>
<b>ARTICLE 16/ PENALITES ET REFACTIONS .....</b>	<b>19</b>
16.1/ Pénalités de retard .....	20
16.2/ Pénalités pour non-respect de la clause sociale de formation .....	20
16.3/ Pénalités au titre des anomalies - Réfaction.....	21

<b>ARTICLE 17/ PRIX DU MARCHE.....</b>	<b>21</b>
17.1/ Contenu des prix.....	21
17.2/ Forme des prix .....	21
17.3/ Révision des prix.....	23
<b>ARTICLE 18/ MODALITES DE REGLEMENT ET DE FACTURATION .....</b>	<b>24</b>
18.1/ Facturation .....	24
18.2/ Délais de paiement .....	25
18.3/ Avance .....	26
18.4/ Cession ou nantissement des créances .....	26
<b>ARTICLE 19/ DOCUMENTS A PRODUIRE AU COURS DE L'EXECUTION DU MARCHE .....</b>	<b>26</b>
19.1/ Assurance .....	26
19.2/ Justificatifs sociaux .....	27
19.3/ En cas de modifications relatives au titulaire du marché .....	28
19.3.1/ Changement de dénomination sociale du titulaire .....	28
19.3.2/ Nouvelle entreprise née de la fusion ou de l'absorption du titulaire .....	28
<b>ARTICLE 20/ UTILISATION DE LA LANGUE FRANCAISE.....</b>	<b>28</b>
<b>ARTICLE 21/ RESILIATION .....</b>	<b>29</b>
21.1/ Résiliation pour faute du titulaire .....	29
21.2/ Exécution des prestations par un tiers aux frais et risques du titulaire .....	30
<b>ARTICLE 22/ SOUS-TRAITANCE.....</b>	<b>30</b>
<b>ARTICLE 23/ DIFFERENDS ET LITIGES .....</b>	<b>31</b>
<b>ARTICLE 24/ DEROGATIONS .....</b>	<b>32</b>

## **PREAMBULE**

Le ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche (MENESR) et le ministère des sports, de la jeunesse et de la vie associative (MSJVA) sont désignés dans le présent marché sous l'appellation "le ministère".

La sous-direction de l'attractivité des métiers et du recrutement de la direction générale des ressources humaines (ci-après DGRH/SDMAR) est chargée de passer et suivre l'exécution générale du marché ainsi que d'émettre les bons de commande pour les services centraux du MENESR et du MSJVA désignés sous l'appellation « services donneurs d'ordre ». Les services donneurs d'ordre sont les suivants :

- la DGRH/SDMAR, qui assure, entre autres, le recrutement des personnels enseignants, d'éducation et d'orientation, administratifs, sociaux, de santé, des bibliothèques, des personnels d'inspection et de direction ainsi que des personnels de la jeunesse et des sports ;
- la direction générale de l'enseignement scolaire (DGESCO) qui assure, entre autres, l'organisation du concours général des lycées ainsi que des examens de tous types.

Dans cette organisation, la DGRH/SDMAR assure le pilotage et la gestion générale du présent marché pour le compte des autres services et directions.

Les services donneurs d'ordre sont les référents du titulaire en ce qui concerne le processus de réalisation des sujets. Ils donnent les indications nécessaires sur les examens et concours qui les concernent.

La société ou le groupement d'opérateurs économiques retenu pour réaliser les prestations est désigné dans le présent marché sous l'appellation "le titulaire".

## **ARTICLE 1/ OBJET DU MARCHE**

Le présent marché a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire réalise les prestations de composition-maquettage, d'édition, de conditionnement et de livraison des sujets de concours et d'examens pour le compte des services centraux du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche (MENESR) et du ministère des sports, de la jeunesse et de la vie associative (MSJVA), conformément aux documents contractuels le régissant.

## ARTICLE 2/ DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le présent marché est constitué, par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante, dont l'exemplaire unique conservé par le ministère fait seul foi :

- l'acte d'engagement et son annexe portant « bordereau des prix » ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes :
  - Annexe 1 : Centres concours et examens Admissibilité
  - Annexe 2 : Calendrier concours et examens Session 2024
  - Annexe 3 : Liste épreuves concours et examens
  - Annexe 4 : Volume sujets Admissibilité 2024
  - Annexe 5 : Volume sujets Admission 2024
  - Annexe 6 : Calendrier épreuves écrites Session 2024
  - Annexe 7 : Calendrier réalisation sujets Session 2024
  - Annexe 8 : Exemple page de garde sujet
  - Annexe 9 : Notice codes anonymat copies
  - Annexe 10 : Caractéristiques des sujets Session 2024
  - Annexe 11 : Programme sujets concours Session 2024
  - Annexe 12 : Programme sujets examens Session 2024
  - Annexe 13 : Répartition sujets concours Session 2024
  - Annexe 13 bis : Répartition sujets concours Session 2024
  - Annexe 13 ter : Répartition sujets concours Session 2024
  - Annexe 14 : Exemple sujet - Agrèg - Lettres modernes
  - Annexe 15 : Exemple sujet - Agrèg - Design et Métiers d'art
  - Annexe 16 : Exemple sujet - Agrèg - Physique
  - Annexe 17 : Exemple sujet - CAPLP - Maths Physique
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- l'offre technique du titulaire et ses éventuelles annexes ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

## **ARTICLE 3/ ALLOTISSEMENT, FORME ET PROCEDURE**

### 3.1/ Allotissement

Conformément à l'article L.2113-10 du Code de la commande publique, le présent marché ne fait l'objet d'aucun allotissement en ce que son objet ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

### 3.2/ Forme et montant du marché

Le marché prend la forme d'un accord-cadre à bons de commande avec un seul opérateur économique fixant toutes les stipulations contractuelles sans seuil minimum et avec un montant maximum de 11,4 millions d'euros HT en application de l'article R. 2162-4-2 du Code de la commande publique.

Des bons de commandes sont émis au fur et à mesure des besoins tout au long de l'exécution du marché, dans les conditions définies à l'article 5 ci-après du CCAP.

### 3.3/ Procédure

Le présent marché est passé en appel d'offres ouvert en application des dispositions des articles L2124-2 et R. 2124-2-1° du Code de la commande publique.

## **ARTICLE 4/ DUREE DU MARCHE**

Le présent marché prend effet à sa date de notification pour une durée initiale de 12 mois.

Il peut être reconduit, par tacite reconduction et par période de 12 mois, sans que sa durée totale puisse excéder 48 mois.

Si le ministère décide de ne pas reconduire le marché, il informe le titulaire de sa décision au plus tard 1 mois avant la fin de validité du marché par lettre recommandée avec accusé réception ou via la Plate-forme des achats de l'Etat (PLACE).

La non-reconduction du marché n'ouvre droit au profit du titulaire à aucune indemnité ni à aucun dédommagement. Le titulaire reste par ailleurs engagé jusqu'à la fin d'exécution de la période en cours.

## ARTICLE 5/ MODALITES D'EMISSION DES BONS DE COMMANDE

### 5.1/ Emission des bons de commande

Le présent marché s'exécute par l'émission de bons de commande successifs selon les besoins à satisfaire, pendant toute la durée de validité du marché et selon les conditions indiquées au présent article.

Le ministère émet un bon de commande par groupe de concours ou d'examens (voire par concours ou examen), pour l'exécution des prestations relatives à la réalisation des maquettes, l'édition et le conditionnement et la livraison des sujets concernés.

La personne habilitée à émettre des bons de commande est le pouvoir adjudicateur (DGRH/SDMAR ou DGESCO) ou toute personne ayant reçu délégation.

Le représentant du pouvoir adjudicateur transmet au titulaire les bons de commande par courrier électronique et selon les différentes modalités suivantes :

Le titulaire est réputé l'avoir reçu au plus tard dans un délai d'un (1) jour ouvré suivant sa date d'envoi. A cet effet, il appartient au titulaire de communiquer au ministère la ou les adresse(s) électronique(s) des destinataires.

Les bons de commande sont valorisés à partir des tarifs contractuels, des conditions consenties, des quantités à livrer / exécuter et du régime fiscal applicable.

Il est précisé sur le bon de commande, ou sur le document l'accompagnant, les renseignements suivants :

- la dénomination du service émetteur et son adresse ;
- la date d'émission et le numéro du bon de commande ;
- la référence du marché mentionnant explicitement son numéro ;
- le nom et l'adresse du titulaire ;
- la dénomination et l'adresse du service destinataire de la facture ;
- l'adresse de livraison ou d'exécution de la prestation ;
- la désignation précise et détaillée des prestations demandées et des phases concernées ;
- l'ensemble des informations techniques nécessaires selon les prestations commandées (caractéristiques des sujets, quantité à fabriquer ou à livrer, lieu et destinataire de la livraison, etc.) ;
- les délais de réalisation des prestations et/ou date limite de livraison des prestations ;
- le montant HT et TTC de chaque prestation, ainsi que le taux de TVA utilisé conformément au bordereau de prix et le cas échéant, les remises promotionnelles ;

- le montant total HT et TTC de la commande, ainsi que le taux de TVA utilisé.

Pour une meilleure lisibilité, une annexe reprenant les principales informations, comme par exemple les informations techniques, peut être transmise en complément du bon de commande.

#### 5.2/ Exécution des bons de commande

Le titulaire s'engage à exécuter les prestations dans les délais indiqués à l'article 3 du CCTP. Les délais maximum d'exécution prévus par les bons de commande sont conformes aux documents contractuels régissant le présent marché.

Dans l'hypothèse où le délai d'exécution dépasse la fin de validité du marché, ce délai ne peut excéder 3 mois à compter de la fin de validité du marché.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS, le titulaire dispose d'un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de la date de réception du bon de commande pour émettre des observations.

### **ARTICLE 6/ NATURE ET ETENDUE DES PRESTATIONS**

Dans le cadre du présent marché et conformément aux documents le régissant, le titulaire assure les prestations décrites au CCTP.

Les durées sont définies en jours ouvrés, c'est-à-dire de neuf heures à dix-huit heures tous les jours sauf samedi, dimanche et jours fériés.

### **ARTICLE 7/ LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

Les prestations du présent marché ont lieu principalement dans les locaux du titulaire en ce qui concerne la phase 1, la phase 2 et la partie conditionnement et stockage de la phase 3 et en partie dans les locaux du ministère pour la phase 1.

Les prestations de livraison relatives à la phase 3 s'effectuent selon les destinataires sur le territoire national (métropole, Corse et outre-mer) et à l'étranger.

Les réunions se déroulent dans les locaux du ministère (ou à distance en cas d'empêchement).



## **ARTICLE 8/ CLAUSE SOCIALE - ACTION DE FORMATION SOUS STATUT SCOLAIRE AU BENEFICE DE JEUNES EN SITUATION DE DECROCHAGE SCOLAIRE**

Le titulaire s'engage à réaliser une action de formation d'un ou plusieurs élèves de 16 à 25 ans suivi(s) par un référent de l'Education nationale :

- Soit en situation de décrochage scolaire (article L.122-2 du code de l'éducation)
- Soit soumis à l'obligation de formation (article L.114-1 et R.114-1 du code de l'éducation)

En cas de réalisation du stage en dehors du territoire national, cette action bénéficie :

- Soit à un élève à besoins spécifiques inscrit dans un établissement scolaire français et suivi par un référent de l'Education nationale (articles L.124-19 et L.124-20 du code de l'éducation).
- Soit à un élève à besoins spécifiques inscrit dans un établissement scolaire étranger et suivi par tout dispositif équivalent, impliquant des personnels éducatifs.

En tant que condition d'exécution du présent marché prenant en compte des considérations sociales, en application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, la clause sociale de formation sous statut scolaire doit être liée à l'objet du marché. Les activités proposées par le titulaire dans la « fiche entreprise » doivent impérativement respecter cette exigence.

**Le volume horaire minimal exigé est de 900 heures**, à réaliser pendant la période ferme du marché ou sur une période de reconduction. Néanmoins, le titulaire peut dépasser le volume horaire s'il le souhaite.

A l'initiative du référent de l'Éducation nationale, le volume horaire de clause sociale de formation sous statut scolaire prévu au présent marché peut être divisé pour donner lieu à plusieurs stages au bénéfice de plusieurs élèves à besoins spécifiques.

### **8.1/ Encadrement de l'élève**

Dans le cadre de la clause sociale de formation sous statut scolaire, l'élève bénéficiaire est sous statut scolaire. Une convention de stage tripartite est conclue entre l'entreprise, l'établissement scolaire de rattachement et l'élève (ou son représentant légal).

Le titulaire du marché reçoit l'élève dans ses locaux, et désigne à cet effet un « référent entreprise » qui accompagne l'élève dans les tâches qui lui sont confiées.

L'élève est aussi accompagné par un « référent de l'Education nationale » (enseignants, CPE, référent décrochage scolaire, intervenant SRE, coordonnateur de dispositif relais).

Le référent entreprise et le référent de l'Education nationale sont en relation directe.

Dans les conditions de l'article L. 124-6 du code de l'éducation, une gratification doit être versée au stagiaire (<https://www.service-public.fr/simulateur/calcul/gratification-stagiaire>).

A tout moment, le titulaire peut aller au-delà des objectifs fixés par le marché.

### 8.2/ Les étapes de mise en œuvre du stage

Lors de la réunion de lancement du marché, la clause sociale de formation sous statut scolaire est abordée (confirmation des contacts inscrits dans la « Fiche entreprise », rappel des spécificités du public concerné, adaptabilité des missions, etc.).

Une réunion spécifique à la mise en œuvre de la clause sociale est organisée, à l'initiative du référent de l'Education nationale, dès qu'un élève est présenté au titulaire. La présence du référent entreprise est obligatoire et celle du responsable des ressources humaines souhaitable. A cette occasion, la « fiche entreprise » - qui a une fonction de dialogue – peut être modifiée en fonction de l'élève proposé par le référent de l'Education nationale. La nouvelle « fiche entreprise » finalisée est alors transmise au Ministère par le titulaire.

Le titulaire transmet également au Ministère la convention de stage tripartite signée.

S'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement, le titulaire doit informer le Ministère et le référent de l'Education nationale. Dans ce cas, le Ministère et le référent de l'Education nationale étudient en concertation avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir à la réalisation des objectifs fixés.

En application de l'article L.2194-1 1° du code de la commande publique, les conditions de mise en œuvre de la clause sociale de formation sous statut scolaire pourront être revues par les parties au contrat. Les nouvelles modalités sont décidées conjointement par l'entreprise et le référent de l'Education nationale, puis validées par l'acheteur. Ces adaptations doivent être prises en compte dans la convention de stage, par avenant le cas échéant (article D. 124-4 du code de l'éducation).

S'il le souhaite, le titulaire peut prolonger la période en entreprise, en accord avec le bénéficiaire de la clause sociale et du référent de l'Education nationale. Toutefois la durée totale du stage ne peut excéder 6 mois.

A l'issue du stage, le référent entreprise et le référent de l'Education nationale rédigent un bilan croisé faisant état du résultat de la clause sociale de formation sous statut scolaire et attestant de sa bonne exécution par le titulaire. Ce bilan est transmis au Ministère,

accompagné de l'attestation de présence de l'élève bénéficiaire précisant le nombre d'heures de stage réalisées.

L'élève bénéficiaire peut intégrer un parcours de formation diplômant (reprise de scolarité) ou accéder à l'emploi (insertion professionnelle). Le titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités de formation ou d'embauche pérenne de l'élève bénéficiaire.

### 8.3/ Contrôle et évaluation de l'action de formation

Pendant et à l'issue du stage, le titulaire s'engage à faciliter les contacts des partenaires de l'opération avec l'élève bénéficiaire, et à transmettre les documents nécessaires à l'évaluation du dispositif.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le titulaire répond à toute demande du Ministère ou du référent de l'Education nationale relative à l'état d'avancement de la mise en œuvre de la clause sociale.

Pour rappel, le titulaire est tenu de transmettre en cours d'exécution au Ministère :

- La « fiche entreprise » modifiée, le cas échéant ;
- La convention de stage tripartite ;
- L'attestation de présence de l'élève bénéficiaire précisant le nombre d'heures de stage réalisé ;
- Le bilan croisé.

Si le référent de l'Éducation nationale n'a pas présenté d'élève au titulaire, ce dernier doit en informer le Ministère au terme de la période ferme ou de reconduction du marché. Aucune pénalité pour inexécution des heures de formation prévues par le marché ne pourra être infligée au titulaire pour ce motif.

En cas de demande par le Ministère, toute transmission de document lié à la clause sociale de formation sous statut scolaire est réalisée dans les dix jours ouvrés à compter de la réception de la demande.

## **ARTICLE 9/ CLAUSE ENVIRONNEMENTALE**

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application pour le présent marché des articles L.2112-2 et L.2112-3 du code de la commande publique en prévoyant des conditions d'exécution des prestations comportant des éléments à caractère environnemental ainsi que des articles R.2111-4 et R.2111-10 du code de la commande publique en prévoyant des spécifications techniques à caractère environnemental.

### 9.1 - Papiers et supports imprimables :

Le titulaire doit s'assurer de la qualité environnementale des papiers et des supports imprimés et imprimables mis à disposition dans le cadre de l'exécution du marché.

À ce titre, le titulaire utilise par défaut, et sauf demande contraire expressément formulée par le bénéficiaire, des papiers et des supports imprimables écoresponsables présentant, par ordre de priorité décroissant, les caractéristiques suivantes :

- papier recyclé ;
- papier éco-labellisé ecolabel européen, NF environnement, Ange bleu ou équivalent ;
- papier certifié issu de forêt gérées durablement labellisé FSC (*Forest Stewardship Council*), PEFC (*Programme for the Endorsement of Forest Certification schemes*), ou équivalent.

### 9.2 - Encres et toners :

Le titulaire doit utiliser des encres permettant de réduire l'émission de composés organiques volatiles (COV) et privilégie ainsi les encres à base aqueuse ou des encres végétales.

### 9.3 - Etablissement d'un bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) :

Dans le cadre de la circulaire n° 6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'État, les acheteurs de l'État mobilisent une condition d'exécution relative à l'article L.229-25 du code de l'environnement afin de vérifier le respect, par les titulaires qui y sont soumis<sup>(1)</sup>, de leur obligation d'établir et de publier leur bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) et le plan de transition pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) présentant les objectifs, moyens et actions envisagés à cette fin et, le cas échéant, les actions mises en œuvre lors du précédent bilan.

Le titulaire soumis à cette obligation devra communiquer au ministère son BEGES et plan de transition associé dans un délai maximum de 6 mois à compter de la notification du présent marché.

La communication du BEGES doit être effectuée en utilisant le site Internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre.

---

<sup>(1)</sup> Les personnes morales de droit privé employant plus de cinq cents personnes et, dans les régions et départements d'outre-mer, les personnes morales de droit privé employant plus de deux cent cinquante personnes.

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page ; toutefois, le titulaire soumis aux obligations de déclaration extra-financière peut communiquer son plan via son rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce ; il indique à l'acheteur le lien Internet lui permettant d'accéder à ce document. Le ministère encourage par ailleurs les titulaires qui ne seraient pas assujettis aux dispositions de l'article L.229-25 du code de l'environnement à établir le bilan de leurs émissions de gaz à effet de serre à adopter une stratégie de décarbonation de leurs achats.

## **ARTICLE 10/ CLAUSE DE REEXAMEN**

### 10.1 – Réexamen du prix

Conformément à l'article R2194-1 du code de la commande publique, le montant maximum du présent marché pourra être réévalué à hauteur de 10 % en cours d'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'émettre un avenant au contrat. Le ministère notifiera la décision au titulaire.

### 10.2 – Réexamen des modalités d'exécution

Conformément à l'article R2194-1 du Code de la Commande Publique, pour tenir compte des conditions économiques et techniques, les dispositions du CCAP peuvent être soumises à réexamen à l'initiative de l'une ou l'autre des parties, dans les cas suivants :

- ajustement des modalités de commande et/ou de facturation et des fonctionnalités de l'outil de commande ;
- modification des conditions de stockage ou d'emballage en cas d'ajout d'un matériel spécifique ;
- ajout d'un matériel nécessaire pour répondre à une situation d'urgence.

La partie qui estime que le réexamen des prix ou des modalités d'exécution des prestations doit avoir lieu doit notifier, par courriel à l'autre partie, la survenance d'une de ces hypothèses et démontrer les conséquences évoquées.

A la suite de cette notification, les parties s'engagent à se rapprocher dans les plus courts délais pour envisager, dans l'esprit du marché, les dispositions techniques ou financières nécessaires pour la prise en compte de la circonstance évoquée, dans une position d'équilibre comparable à celle qui a présidé à l'établissement du présent marché.

La procédure décrite ci-dessus n'entraîne pas l'interruption de l'exécution des prestations prévues au présent marché.

### 10.3 – Réexamen de la composition du groupement

Conformément à l'article R2194-6-1° du code de la commande publique, si le titulaire du marché est un groupement momentané d'opérateurs économiques (GMOE), la composition du groupement peut être modifiée dans le cas suivant :

En cas d'opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion ou d'acquisition ou, si le GMOE titulaire apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, il peut demander au ministère l'autorisation de modifier la composition du GMOE en proposant, le cas échéant, à l'acceptation du ministère, un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous-traitants ou entreprises liées.

Le ministère se prononce sur cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants ou entreprises liées présentés à son acceptation, au regard des conditions de participation qu'il a définies.

## **ARTICLE 12/ PROPRIETE INTELLECTUELLE**

Par dérogation à l'article 37 du CCAG-FCS, les documents communiqués par le ministère au titulaire ainsi que les produits finis remis par le titulaire au ministère dans le cadre du présent marché, demeurent la propriété de l'administration.

Le ministère en conserve la propriété pleine et entière.

Le titulaire du marché cède à titre exclusif l'intégralité des droits ou titres de toute nature afférents aux résultats et sur tous les livrables remis dans le cadre du présent marché. Le titulaire accepte d'en transférer le droit de propriété au ministère.

A cet effet, le titulaire et/ou ses sous-traitants transfèrent, pour toute la durée légale du droit d'auteur défini à l'article 123-1 du CPI et dans tous les pays, dès réception définitive des prestations, tous les droits pouvant naître à l'occasion de la réalisation du présent marché. Dans ce cadre, le titulaire et/ou ses sous-traitants cèdent au ministère les droits d'utilisation, les droits d'exploitation, les droits de modification, de reproduction, d'adaptation, de traduction, d'analyse, de correction, du droit de mise sur le marché, c'est-à-dire du droit de concéder tout ou partie des droits énoncés ci-avant, à titre gratuit ou onéreux, à des tiers, du droit d'agir en contrefaçon.

Ces droits s'exercent sur toute forme de support, c'est-à-dire magnétique, informatique et Internet, audiovisuelle et publication papier.

Dans ce cadre, le ministère se réserve le droit d'utiliser, de modifier et de diffuser les produits finis cités dans le présent cahier des charges, quels que soient les supports, la destination, la durée et le lieu.

A ce titre, les prestations réalisées par le titulaire pendant la durée du marché, ne peuvent ni ne pourront, d'aucune manière que ce soit, donner prise à la constitution d'un droit d'auteur quant aux droits spécifiés précédemment que le titulaire pourrait opposer au ministère ou à des tiers.

Le titulaire garantit au ministère le parfait respect de cette disposition par chacune des personnes morales et/ou physiques qui seraient amenées à intervenir dans le cadre du présent marché et notamment ses personnels, ses dirigeants et actionnaires ou associés, les sous-traitants éventuels et toute autre personne sans exception.

Le titulaire ne peut faire aucun usage des résultats des prestations sans l'accord préalable du ministère.

Cette clause ne s'applique pas aux méthodes propres au titulaire, dont celui-ci demeure propriétaire ou, le cas échéant, le concessionnaire.

Les présentes dispositions sont substantielles pour le ministère.

## **ARTICLE 13/ OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

Pour l'ensemble de la prestation faisant l'objet de la commande, le titulaire souscrit une obligation de résultat et doit strictement respecter les exigences prévues dans les documents contractuels régissant le présent marché (notamment les délais, les coûts et le niveau de qualité).

Pour l'ensemble de ces obligations, le titulaire ne pourra nullement mettre en avant une quelconque défaillance de ses sous-traitants. Le titulaire est pleinement et personnellement responsable de la bonne exécution du présent marché et de la transmission à son personnel des consignes de confidentialité prévues à l'article 15 du présent document. Le personnel affecté par le titulaire à l'exécution des prestations faisant l'objet du présent marché demeure en toutes circonstances placé sous l'autorité, la direction et la surveillance exclusives du titulaire.

Le titulaire ne pourra invoquer d'éventuelles précisions données dans les bons de commande pour prétendre limiter ses engagements ou solliciter une rémunération supplémentaire.

Le titulaire doit répondre à l'obligation de conseil, de coordination, d'information, de recommandation et de mise en garde la plus stricte.

A ce titre, il s'engage notamment à :

- répondre à toute demande de renseignements émanant du ministère et communiquer à celui-ci tout conseil et toute information qu'il estime nécessaire concernant les prestations commandées ;
- demander au ministère toute information ou tout renseignement qu'il juge nécessaire à la bonne exécution des prestations ;
- reprendre tous les points pour lesquels le ministère a opposé des remarques et dans les délais émis par le ministère, conformément aux documents régissant le présent marché ;
- fournir une assistance fonctionnelle et technique au ministère lors de l'exécution du marché ;
- apporter tout le soin et toute la diligence nécessaires à l'exécution des prestations faisant l'objet du présent marché ;
- livrer les produits finis et respecter les délais d'exécution demandés ;
- observer les modalités de suivi et de pilotage, telles que décrites au présent marché.

Le titulaire s'engage à ne divulguer aucune des informations fournies par l'administration ou recueillies par lui dans le cadre du marché à un tiers, sans une autorisation expresse et écrite accordée par l'administration et à ne pas utiliser ces informations dans tout autre cadre que celui du présent marché.

Le titulaire ou son personnel devant avoir accès aux locaux de l'administration est nommément autorisé et soumis pendant son séjour aux mêmes règles de discipline que les agents de l'administration. La non-application par le titulaire ou son personnel des mesures de sécurité prévues peut entraîner la résiliation du marché à ses torts dans les conditions définies au présent document.

En cas de sous-traitance, le titulaire coordonnera l'action du (des) sous-traitant(s) en contrôlant la qualité technique des réalisations et le respect du calendrier fixé par le ministère. Le ministère considère, notamment au regard des impératifs de confidentialité et de sécurité, certaines tâches comme essentielles devant être effectuées directement par le titulaire et donc insusceptibles de sous-traitance :

- La composition et le maquetage des sujets de concours et examens ;



- L'édition des sujets de concours et examens à l'exception de l'édition des sujets en braille.

Le titulaire du marché est responsable de la conservation et de l'intégrité des sujets dont il assure ou fait assurer la livraison dans le cadre du présent marché (sécurisation des locaux et des transports). Cette responsabilité court jusqu'à la date de prise en charge par les personnels chargés dans les centres de la réception des colis de sujets.

Le titulaire doit en conséquence porter une attention particulière à la manipulation des paquets de sujets. Toutes les dépenses supplémentaires engagées par le ministère pour la réorganisation d'une épreuve et/ou d'un concours ou examen dont la perte et/ou la destruction de copies par le titulaire serait la cause, seront portés à la charge de ce dernier.

Le titulaire du présent marché assume la direction et la responsabilité de l'exécution de la prestation. Il est le seul responsable des dommages que l'exécution de la prestation peut causer directement à son personnel ou à des tiers, à ses biens, aux biens appartenant à l'administration ou à des tiers, dans la limite du montant commandé.

Le titulaire, du fait de sa faute ou de sa négligence, peut être déclaré responsable de la mauvaise exécution ou de l'inexécution des obligations mises à sa charge, sauf si cette mauvaise exécution ou inexécution résulte d'un cas de force majeure tel que défini ci-après ou encore si elle résulte du fait de l'administration.

De façon expresse sont considérés comme cas de force majeure ou cas fortuits, ceux habituellement retenus par la jurisprudence des cours et tribunaux français.

Le titulaire est responsable des dommages de toute nature susceptibles d'affecter les prestations ou les biens qui lui seraient confiés. En outre, le titulaire doit assurer la réparation des préjudices qu'il peut lui-même subir à l'occasion de l'exécution du marché.

En cas de difficulté ou de mauvaise exécution des prestations objet du présent marché (erreur, retard, prestation non conforme, incident technique, etc.), il appartient au titulaire de prévenir immédiatement le ministère, par téléphone, et de confirmer les faits, par écrit. De la même manière, le titulaire rend compte sous cinq (5) jours à compter de la demande du ministère, des raisons qui ne lui ont pas permis d'assurer la bonne conduite du marché. Il présente les conditions et les moyens qu'il entend mettre en œuvre pour respecter ses engagements.

En cas de violation des obligations mentionnées ci-dessus, le marché peut être résilié aux torts du titulaire, dans les conditions définies au présent CCAP.

Le titulaire s'engage à agir de bonne foi, à veiller à la défense des intérêts du ministère avec empressement, équité et volonté de dialogue et de consensus.

De la même manière, le ministère se réserve la faculté, le cas échéant, de prononcer la résiliation du marché aux torts du titulaire, s'il devait souffrir de l'incapacité de celui-ci à respecter les engagements pris.

## **ARTICLE 14/ VERIFICATION ET CONTROLE DES PRESTATIONS DU MARCHE**

En complément des opérations prévues à l'article 5 du CCTP, le ministère peut à tout moment vérifier que le titulaire réalise les prestations conformément aux dispositions contractuelles du marché.

A ce titre, il peut exercer un droit de contrôle et d'enquête sur les conditions de fabrication, de conditionnement, de stockage et de livraison des produits fabriqués ainsi que des mesures prises en faveur de la sécurité et la confidentialité.

Le titulaire se soumettra à tous les moyens de contrôle que l'administration juge à propos de prescrire pour :

- s'assurer de la régularité de réalisation des opérations objet du marché ;
- suivre en temps réel les mouvements de ces produits à n'importe quel stade de la fabrication jusqu'à la livraison dans les lieux fixés par les bons de commande.

Le ministère peut choisir d'effectuer ses contrôles par tout moyen à sa convenance, notamment en faisant appel à des audits externes à l'administration.

En contrepartie, le ministère s'engage à conserver le secret sur toutes les informations qu'il recueillerait lors des visites du site de production et de stockage du titulaire.

## **ARTICLE 15/ CONFIDENTIALITE**

Le titulaire, ses salariés ou sous-traitants qui, à l'occasion de l'exécution du présent marché, ont reçu communication de renseignements, documents ou objets quelconques, sont tenus de maintenir confidentielle cette communication.

Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation du ministère, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître. Il en est

pareillement de tout renseignement de même nature parvenu à la connaissance du titulaire à l'occasion de l'exécution du marché.

Cette obligation de confidentialité s'étend à toutes les informations recueillies à l'occasion du présent marché et à tous les renseignements de quelque nature que ce soit dont le titulaire et ses salariés ou sous-traitants auraient eu connaissance dans le déroulement de celui-ci.

Le titulaire s'engage à considérer comme confidentiels toutes les connaissances techniques et le savoir-faire qui lui ont été ou qui lui seront fournis par le ministère, ainsi que les échanges de courriers et d'informations entre les parties.

Le titulaire s'engage à informer ses salariés, par tous moyens à sa convenance, sur cette obligation de confidentialité.

Le titulaire s'engage à obtenir de ses éventuels sous-traitants un engagement écrit identique aux dispositions stipulées au présent article et à le(s) communiquer au ministère.

Le titulaire s'engage à restituer ou à détruire à la demande de l'administration tout document relatif au présent marché, notamment les rebus prévus à l'article 3.5 du CCTP. Le ministère s'engage à respecter le caractère confidentiel des méthodes et procédés employés par le titulaire, et que celui-ci aurait signalés comme tels dans le cadre de l'exécution du présent marché, et à faire prendre le même engagement à son personnel intervenant dans ce cadre.

En cas de manquement à l'obligation de confidentialité, le titulaire s'expose à l'application des mesures prévues au 41.1 du CCAG-FCS soit la résiliation aux torts du titulaire (voir aussi article 21 du présent CCAP).

## **ARTICLE 16/ PENALITES ET REFACTIONS**

Les pénalités prévues au présent article sont cumulables à l'exception des pénalités pour non-respect de la clause sociale.

Le titulaire a connaissance du montant des pénalités à verser par voie de lettre recommandée avec accusé de réception ou par messagerie sécurisée via la plate-forme des achats de l'Etat.

Les pénalités sont directement imputées sur les sommes dues au titre des prestations déjà effectuées, si elles n'ont pas été payées, ou sur les sommes dues au titre des prestations à venir, sans condition de montant par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS. Dans l'hypothèse où l'ensemble des sommes dues au titulaire a été versé, les pénalités feront l'objet d'un titre de recette lors de l'établissement du décompte général.

#### 16.1/ Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, en cas de non-respect des délais prévus par les documents contractuels régissant le présent marché, du seul fait du titulaire, le ministère se réserve le droit de faire encourir à ce dernier, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 300 € HT par jour ouvré de retard ainsi qu'une pénalité forfaitaire correspondant à 1% du montant du bon de commande.

En cas de rejet de tout ou partie des prestations, dans les conditions indiquées à l'article 5 de CCTP et si l'administration exige leur conformité aux stipulations du présent marché, les pénalités sont dues pour toute la période comprise entre la date de rejet et la date effective de mise à disposition des prestations conformes à ces stipulations.

La somme des pénalités de retard est plafonnée à 20% du montant total commandé depuis la notification du marché.

Le titulaire est dégagé de toute responsabilité si les retards sont la conséquence de faits relevant de la force majeure ou de cas fortuits, dans les termes de l'article 1218 du Code civil, et de faits qui engagent la responsabilité de l'administration.

Par dérogation à l'article 41.2 du CCAG-FCS, passé un délai de deux mois de retard, le ministère se réserve le droit de résilier le marché aux torts du titulaire, et sans mise en demeure préalable, sauf si les retards sont imputables à l'administration.

#### 16.2/ Pénalités pour non-respect de la clause sociale de formation

Le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, dans le cadre de l'application de la clause sociale prévue à l'article 7 du présent CCAP, les pénalités suivantes :

- 500 € si l'interlocuteur désigné par le titulaire dans la « fiche entreprise (cadre de réponse) » pour appliquer la clause sociale est absent lors de la réunion spécifique à la mise en œuvre de la clause sociale ;
- 50 € par jour ouvré de retard si, après demande du Ministère, le titulaire ne transmet pas dans un délai de 10 jours ouvrés les documents suivants : la « Fiche entreprise » (modifiée le cas échéant), la convention de stage, l'attestation de présence, le bilan croisé.

- une pénalité égale au nombre d'heures de formation prévues par le marché et non réalisées, multiplié par 25.

### 16.3/ Pénalités au titre des anomalies - Réfaction

Lors des opérations de vérification des prestations prévues au CCTP, une pénalité forfaitaire de 500 euros HT est appliquée si le ministère constate entre 1 et 3 anomalies. Une pénalité forfaitaire de 1000 euros HT est appliquée à partir de 4 anomalies.

Les anomalies constatées peuvent être de natures différentes (cf. article 5 du CCTP).

Après engagement de la procédure de vérification prévue à l'article 5 du CCTP, le ministère informe le titulaire de sa décision d'admission des prestations avec réfaction et du montant des pénalités appliquées, dans les conditions prévues au chapeau de l'article 16 supra.

## **ARTICLE 17/ PRIX DU MARCHÉ**

### 17.1/ Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre tous les frais nécessaires à la bonne exécution des prestations telles que définies dans le présent cahier des charges, notamment les taxes diverses, les charges fiscales ou autre frappant ces prestations, mais aussi la main d'œuvre, la mise en place par le titulaire de procédure de suivi et de contrôle, la mise à disposition de locaux sécurisés ou encore tous frais liés à la fourniture de papier de matière première ou aux fournitures nécessaires au conditionnement, colisage ainsi que les frais de port, de livraison et de manutention jusqu'au lieu de livraison, etc.

Le titulaire est tenu de faire connaître par écrit et d'appliquer au ministère les offres promotionnelles qu'il accorde à sa clientèle "entreprise", en précisant leurs conditions et la durée de leur validité, lorsque celles-ci sont inférieures aux conditions du présent marché (remises promotionnelles sur prix unitaires déduits).

Le taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est celui en vigueur au moment de l'exécution de la prestation, objet du présent marché.

L'euro est la monnaie de compte du marché.

### 17.2/ Forme des prix

Les prix du marché sont ceux figurant au bordereau de prix unitaires (annexe 1 de l'acte d'engagement) pour chaque phase et chaque type de prestation, ainsi

qu'exceptionnellement ceux figurant sur devis émis par le titulaire et acceptés par le ministère pour les prestations et les livraisons relatives aux supports des épreuves musicales. Les prix sont déterminés de la manière suivante :

**- Le prix des prestations de composition et de maquettage (phase 1)**

Le prix de la maquette (sujets de catégorie 1) est composé de la somme des prix unitaires de chaque type de prestation nécessaire à l'élaboration de ladite maquette.

Pour ces types de prestations de composition-maquettage, il s'agit de prix unitaire par format. (Voir partie 1/8 du BPU).

**- Les prix des prestations d'édition (phase 2)**

- Pour l'impression et la photocopie, il s'agit de prix unitaire de la page par tranche d'exemplaires de sujets réalisés (Voir les parties 2/8, 3/8 et 4/8 du BPU).
- Pour le façonnage standard, il s'agit de prix unitaire du format (type de façonnage) par tranche d'exemplaires de sujets réalisés (Voir partie 6/8 du BPU).

Il peut aussi être appliqué un prix unitaire à la page A4 pour les travaux en braille ou encore un prix unitaire par exemplaire pour les prestations de façonnage manuel. (Voir les parties 5/8 et 6/8 du BPU).

**- Les prix des prestations de conditionnement et de livraison (phase 3)**

Le prix des prestations de conditionnement et de livraison consiste en un prix unitaire du Kg par tranche de kilogrammes transportés (par point livré) pour les zones géographiques suivantes :

- Le territoire métropolitain (sauf la Corse) ;
- la Corse ;
- la zone européenne ;
- les DROM-COM et l'étranger.

Voir aussi BPU (partie 7/8).

Les prix susmentionnés pour les phases 1, 2 et 3 - appelés tarifs de base - sont établis dans le BPU dans le cadre du délai d'exécution maximum des prestations pour des délais courants « C ».

Ils sont majorés de taux différenciés pour tenir compte de la réalisation de prestations dans chacun des deux autres niveaux de délais identifiés « S » et « U », fixés par les services donneurs d'ordre pour fabriquer les sujets et procéder à leur livraison (cf. BPU - partie 8/8, point 1/).

Le BPU tient également compte de l'obligation de résultat du titulaire de livrer les sujets dans les délais, ceci même dans le cas où les délais prévus pour les phases du marché sont décalés du fait de l'administration.

Dans cette hypothèse, le titulaire pourra appliquer au ministère le pourcentage de majoration indiqué au BPU, sur les prix correspondant à la phase concernée par ce retard (cf. BPU - partie 8/8, point 2/).

### 17.3/ Révision des prix

Les prix peuvent être révisés une fois par an, à la date anniversaire de notification du marché, par application de la formule paramétrique suivante :

$$P = P_o \times (PV_n/PV_{No})$$

dans laquelle :

P : prix révisé

P<sub>o</sub> : prix initial au mois de remise des plis (juillet 2025) ;

PV<sub>n</sub> : Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français - CPF 18.1 - Travaux d'impression et services connexes - dernier indice publié à la date anniversaire du marché ;

PV No : Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français - Prix de marché - CPF 18.1 - Travaux d'impression et services connexes - indice publié à la date de remise des plis.

Pour la mise en œuvre de cette formule, l'ensemble des calculs est effectué au millième supérieur.

Un mois avant la date anniversaire de notification du marché, le titulaire envoie pour acceptation sa demande au ministère comportant la formule de calcul, le taux applicable ainsi que le bordereau de prix révisé sur la base du taux retenu, à l'adresse suivante :

[saam-mission.achats3@education.gouv.fr](mailto:saam-mission.achats3@education.gouv.fr).

L'ajustement des prix s'opère à la baisse comme à la hausse.

Le ministère dispose alors d'un délai de vingt (20) jours ouvrés à compter de la date probante de réception des nouveaux tarifs pour faire connaître sa décision ou ses observations sur ceux-ci. Passé ce délai, les nouveaux tarifs sont réputés acceptés.

Pendant la durée du préavis, les services du ministère peuvent émettre des bons de commande leur permettant de satisfaire leurs besoins à l'ancien tarif.

Pour le cas où les dispositions décrites ci-avant ne seraient pas respectées, le nouveau tarif ne sera pas opposable, le tarif en vigueur demeurant valable.

## **ARTICLE 18/ MODALITES DE REGLEMENT ET DE FACTURATION**

### 18.1/ Facturation

Le titulaire établit une facture après chaque commande émis par la DGRH/SDMAR ou la DGESCO lors de la phase 2, par groupe de concours ou d'examen (ou par concours ou examen le cas échéant).

Rappel : chaque bon de commande permet de commander, par groupes de concours et d'examens (voire par concours ou examen), les prestations d'édition (phase 2) et les prestations relatives au conditionnement et à la livraison des sujets concernés (phase 3).

Ce bon de commande regroupe également les sujets ayant fait l'objet d'un ordre de service (phase 1) par groupe de concours-examen (ou par concours ou examen), afin de faciliter la facturation.

La facture correspondant au montant total de chaque bon de commande doit être envoyée au ministère à l'adresse ci-dessous, après la réalisation et la vérification de l'ensemble des prestations mentionnées sur le bon de commande.

En cas de bon de commande émis par groupe de concours ou groupe d'examen le titulaire peut également, s'il le souhaite, facturer par concours ou examen concerné dans le bon de commande, après réalisation et vérification de l'ensemble des prestations relatives au concours ou à l'examen.

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique, sur présentation des factures, ainsi que de tous les éléments justificatifs, sur lesquelles devront figurer, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- la date de délivrance et le numéro de la facture ;
- le nom et l'adresse du service émetteur ;
- le service donneur d'ordre pour le compte duquel la prestation a été exécutée ;
- le numéro de TVA intracommunautaire du titulaire ;
- le cas échéant, l'identification du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- sa domiciliation bancaire ;
- le numéro d'identification SIREN ou SIRET ;
- les références administratives du marché (numéros du marché) ;



- les références et la date du bon de commande ;
- le détail des prestations et des phases ainsi que les quantités ;
- le montant de la facture, en HT et TTC ;
- le taux et le montant de la TVA.

La facture devra également être accompagnée :

- des descriptifs techniques par sujet facturé pour chaque épreuve relative aux sujets de catégorie 1 et par groupe de sujets pour une même épreuve relative aux sujets de catégorie 2.
- pour les prestations de transport, un état par envoi détaillant, pour chaque destination, le poids transporté, le prix unitaire appliqué HT et le montant total HT.

N.B. : Les factures sont obligatoirement adressées sous forme électronique directement dans le portail « Chorus-factures de l'Etat » à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Pour une aide à l'utilisation de cette fonctionnalité, un guide utilisateur ainsi que les éléments descriptifs, le kit de raccordement technique et les spécifications du format normalisé d'échange sont disponibles à cette même adresse.

En cas de changement de raison sociale ou de RIB, le titulaire est tenu d'en informer expressément les services émetteurs par courrier postal ou courrier électronique.

#### 18.2/ Délais de paiement

Conformément à l'article R. 2192-10 du Code de la commande publique, le règlement des prestations intervient par virement administratif dans un délai de trente (30) jours à compter de la réception de la facture.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité :

- des intérêts moratoires, dont le taux est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage ;
- une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de quarante (40) euros.

Ce délai peut être suspendu si le représentant du pouvoir adjudicateur constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes.

### 18.3/ Avance

Sauf renonciation expresse du titulaire, portée à l'acte d'engagement, une avance de 5 % est versée au titulaire dans les conditions prévues aux articles R. 2191-3 et suivants du Code de la commande publique.

Le taux de l'avance est porté à 20 % lorsque le titulaire du marché ou le sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise.

Cette avance s'applique sur le montant de chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux (2) mois et n'est due que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance, que le sous-traitant ait demandé ou non à bénéficier de l'avance.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans un délai maximum de trente (30) jours à partir de la notification de l'acte portant commencement d'exécution du marché au titre duquel est accordée cette avance, soit la date de notification du bon de commande.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant cumulé des prestations exécutées atteint ou dépasse 65 % du montant du bon de commande. Le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues au titulaire.

Ce remboursement doit être terminé lorsque le montant cumulé des prestations exécutées atteint 80 % du montant du bon de commande au titre duquel est accordée cette avance.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2191-9 du Code de la commande publique, l'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

### 18.4/ Cession ou nantissement des créances

Le présent marché pourra être nanti dans les conditions prévues aux articles R. 2191-45 et suivants du Code de la commande publique.

## **ARTICLE 19/ DOCUMENTS A PRODUIRE AU COURS DE L'EXECUTION DU MARCHE**

### 19.1/ Assurance

Le titulaire doit être couvert par une police d'assurance en cours de validité le garantissant contre les conséquences pécuniaires de tout dommage corporel, matériel ou immatériel, consécutif ou non consécutif, engageant sa responsabilité civile ou celle de son personnel et causé par la conduite des prestations prévues par le présent marché ou les modalités de

leur exécution. Il lui appartient, en conséquence, de contracter toutes polices d'assurance nécessaire à la couverture des risques encourus dont il a apprécié la portée du fait du marché.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-FCS, avant sa notification, le titulaire retenu doit communiquer au ministère une attestation en cours de validité de sa compagnie d'assurance, indiquant les responsabilités couvertes avec les plafonds de garantie pour chaque type de responsabilité.

Il doit ensuite produire, à toute demande du ministère, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie. Si cette attestation ne couvre pas la durée du marché, le titulaire s'engage à produire la ou les attestation(s) nécessaire(s) à la couverture de la durée totale du marché.

Les franchises souscrites par le titulaire restent à sa charge exclusive.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

#### 19.2/ Justificatifs sociaux

En application des articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8254-4 du Code du travail, et dans le cas où le ministère serait dans l'impossibilité de se les procurer directement via un web-service sécurisé, le titulaire produit tous les 6 mois à compter de la date de signature du marché par la Personne publique et jusqu'à la fin d'exécution de celui-ci, les documents prévus par ces articles.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements ou de refus de produire ces pièces, il est fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues à l'article 20 du présent CCP ci-après.

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, il doit produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés, les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte le nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

### 19.3/ En cas de modifications relatives au titulaire du marché

#### 19.3.1/ Changement de dénomination sociale du titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer le ministère par écrit et communiquer un extrait K-bis mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais.

#### 19.3.2/ Nouvelle entreprise née de la fusion ou de l'absorption du titulaire

Le transfert du marché à la société née de la fusion ou de l'absorption de l'entreprise titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable du ministère.

Le titulaire doit en informer le ministère dans les plus brefs délais et produire l'ensemble des documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est cédé :

- une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de Commerce territorialement compétent ;
- une copie de l'annonce légale ;
- le pouvoir de la personne habilitée à engager la société ;
- un RIB pour les nouvelles coordonnées bancaires ;
- un extrait K-bis original de moins de trois mois faisant apparaître la fusion ou l'absorption de la société correspondante ;
- les attestations fiscales et sociales ;
- l'attestation sur l'honneur dûment signée qui indique que le repreneur n'entre pas dans les motifs d'exclusions listés aux articles L. 2141-1 et suivants du Code de la commande publique ;
- une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de l'entreprise et non par son courtier ;
- les justifications de références identiques à celles demandées dans l'avis d'appel public à la concurrence et le règlement de la consultation au titulaire du marché.

La cession du marché acceptée par le ministère fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau titulaire.

## **ARTICLE 20/ UTILISATION DE LA LANGUE FRANCAISE**

Conformément à la loi n° 94-665 du 4 août 1994 et sauf en cas de mention contraire au CCTP, l'usage de la langue française est obligatoire notamment dans les réunions de travail, les comptes rendus, les rapports d'activité et les courriers, sans que cette liste puisse être considérée comme exhaustive.

## **ARTICLE 21/ RESILIATION**

La résiliation est mise en œuvre dans les conditions prévues aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

### 21.1/ Résiliation pour faute du titulaire

Le marché peut être résilié par le ministère dans les cas prévus à l'article 41.1 du CCAG-FCS.

En plus des cas prévus à l'article 41.1 du CCAG-FCS et par dérogation, le marché peut être résilié après une mise en demeure restée infructueuse dans les cas suivants :

- En cas d'inexécution, de défaillance du titulaire (soit que celui-ci déclarerait ne pas pouvoir honorer ses engagements, soit qu'il ne s'en acquitterait pas) ;
- En cas d'inexactitude des documents ou de refus de produire les pièces prévues à l'article D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8254-4 du code du travail ;
- En cas d'infraction caractérisée aux clauses contractuelles ;
- En cas de non-respect du règlement intérieur ou des consignes de sécurité

Le courrier, par lequel le ministère signale au titulaire ses défaillances ou les infractions aux clauses contractuelles, a valeur de mise en demeure. Ce courrier est envoyé par voie postale avec accusé de réception ou via la plate-forme des achats de l'État (PLACE).

Le titulaire dispose de quinze (15) jours pour présenter ses observations.

Passé ce délai, ou si le ministère constate que, malgré cette alerte, le titulaire ne respecte toujours pas ses obligations contractuelles ou réglementaires, le marché peut être résilié sans autre mise en demeure et sans préavis au titulaire.

Dans tous les cas, la résiliation prend effet à la date de la notification de la décision et ne saurait donner lieu au paiement d'une indemnité de quelque nature que ce soit ou à un quelconque dédommagement au profit du titulaire.

La résiliation fait l'objet d'un décompte de résiliation, établi conformément aux dispositions de l'article 43 du CCAG-FCS.

Ce décompte, une fois arrêté par le ministère, est notifié au titulaire.

#### 21.2/ Exécution des prestations par un tiers aux frais et risques du titulaire

Conformément aux dispositions de l'article 45 du CCAG-FCS, dans le cas où le titulaire ne pourrait exécuter une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard dans les conditions et délais prévus au CCTP, ou dans le cas de résiliation du marché aux torts du titulaire, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes les informations recueillies et les moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché de substitution par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

### **ARTICLE 22/ SOUS-TRAITANCE**

Le titulaire peut confier l'exécution de certaines parties des prestations du marché à un ou à plusieurs sous-traitants, à condition d'avoir obtenu du ministère, au préalable, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de leurs conditions de paiement fixées par les articles R. 2193-1 à R. 2193-16 du code de la commande publique.

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure responsable de l'exécution de toutes les obligations du marché.

Aux fins d'acceptation du sous-traitant, le titulaire adresse au ministère, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par messagerie électronique à l'adresse suivante

: [saam-mission.achats3@education.gouv.fr](mailto:saam-mission.achats3@education.gouv.fr), une déclaration contenant l'ensemble des renseignements figurant à l'article R. 2193-1 du code de la commande publique, à savoir :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie.

L'ensemble de ces informations sont constituées par la fourniture :

- De la déclaration de sous-traitance complétée (formulaire DC4, pouvant être téléchargé gratuitement sur le site Internet du ministère des finances et des comptes publics : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) ;
- D'un extrait K-bis et d'un RIB de l'entreprise.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont constatées par un acte spécial signé par le titulaire et par le ministère.

## **ARTICLE 23/ DIFFERENDS ET LITIGES**

En aucun cas, les contestations survenant entre le ministère et le titulaire ne peuvent être invoquées par ledit titulaire comme cause d'arrêt définitif ou momentané d'exécution de la prestation.

Les parties s'engagent à tenter de résoudre à l'amiable tout différend ou litige susceptible d'intervenir entre elles à l'occasion de l'exécution du présent marché.

Dans ce cas, la partie la plus diligente peut saisir par requête le médiateur des entreprises ou le comité consultatif de règlement amiable, dans les conditions fixées aux articles R. 2197-1 et suivants du Code de la commande publique.

En cas de conciliation, les parties s'engagent à signer une transaction.

A défaut de conciliation, les litiges éventuels afférents au présent marché seront portés devant le tribunal administratif compétent.

## ARTICLE 24/ DEROGATIONS

Articles du <b>CCAP</b> par lesquels sont introduites ces dérogations		Articles du <b>CCAG-FCS</b> auxquels il est dérogé
Article 5.2	Modalités d'exécution des bons de commande	Article 3.7.2
Article 12	Propriété des documents	Article 37
Articles 16 chapeau)	Pénalités	Article 14.1.3
Article 16.1		Articles 14.1.1 et 41.2
Article 19.1	Assurances	Article 9.2
Article 21	Résiliation	Article 41.2
Articles du <b>CCTP</b> par lesquels sont introduites ces dérogations		Articles du <b>CCAG-FCS</b> auxquels il est dérogé
Article 5.1	Vérification des prestations et admission	Articles 27 et suivants
Article 6.1	Désignation de l'interlocuteur et des équipes en charge du ministère	Article 3.3
Article 6.2	Désignation de l'interlocuteur et des équipes en charge du titulaire	Article 3.4.1
Article 6.2	Modifications de la composition de l'équipe	Article 3.4.2